SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 25 JUIN 1858.

Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le Projet de Loi qui augmente les traitements des Membres de la Cour des comptes.

(Voir les N^{os} 138 et 154 de la Chambre des Représentants,
et le N^o 87 du Sénat.)

Présents : MM. le Baron COGELS, Président, CASSIERS, ZAMAN, le Baron
BETHUNE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Une loi du 14 juin 1845 avait porté le traitement du Président de la Cour des Comptes de fl. 3,000 à 9,000 fr.; celui des Conseillers et du Greffier, de 2,500 fl. à 7,000 francs.

La loi organique de la Cour des Comptes, sous la date du 29 octobre 1846, maintient à son article 19, ces chiffres de 9,000 et de 7,000 francs.

Sur la proposition d'un membre de la Chambre, une loi fut rendue le 27 décembre 1848, par laquelle ces traitements furent respectivement réduits à 8,000 et à 6,000 francs. Cette réduction, opérée dans des circonstances où l'on s'efforçait d'introduire, du moins temporairement, des économies dans différentes dépenses du Trésor, ne semble plus devoir être maintenue et elle n'a plus de raison d'être aujourd'hui que les temps sont changés et que, depuis peu même, on a cru devoir, au contraire, améliorer les traitements d'un grand nombre de fonctionnaires; on ne comprendrait pas le maintien d'une mesure exceptionnelle au préjudice de la Cour des Comptes, dont l'importance des services et la haute mission sont généralement appréciées.

C'est donc l'abrogation pure et simple de la loi du 27 décembre 1848, qui vous est soumise, par suite de laquelle la loi organique de 1846 redevient applicable. C'est par conséquent bien moins une augmentation de traitements qu'un retour à un état normal et réglé par une loi que celle qui vous est proposée consacre.

Aussi, Messieurs, votre Commission, à l'unanimité de ses membres, a-t-elle l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Président,
Baron COGELS.

Le Rapporteur,
Baron BETHUNE.